



Octobre 2024 Note politique

20 ANS DE DIRECTIVES DE L'ONU SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION : IL EST TEMPS D'ÉRADIQUER LA FAIM ET LA FAMINE CAUSÉES PAR L'ÊTRE HUMAIN



FIAN
INTERNATIONAL

**20 ANS DE DIRECTIVES DE L'ONU SUR LE DROIT À L'ALIMENTATION :
IL EST TEMPS D'ÉRADIQUER LA FAIM ET LA FAMINE CAUSÉES PAR L'ÊTRE HUMAIN**

PUBLIÉ PAR

FIAN International

TRADUCTION

Nellie Epinat

PHOTOGRAPHIES

Front page Graphic Node (unsplash.com), p. 4 UAWC, p. 5 FIAN Colombia p. 6 FIAN Zambia,
p. 7 Katarungan, p. 8 FIAN Belgium, p. 9 FIAN International

DESIGN

Ewelina Ulita

OCTOBRE 2024

A l'occasion du 20ème anniversaire de l'adoption des [Directives des Nations Unies sur le droit à l'alimentation](#), FIAN International réaffirme son engagement à lutter pour un changement systémique dans les systèmes alimentaires.

Avec ses [sections nationales](#) et ses alliés dans le monde entier, y compris le [Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition](#) (GNRTFN) qu'elle coordonne, FIAN International œuvre contre la violence, l'exploitation et l'oppression dans les systèmes alimentaires et pour la réalisation du droit humain à une alimentation et une nutrition adéquates (RtFN) pour toutes et tous.

La participation effective des détenteurs et détentrices de droits et la démocratisation de la prise de décision à tous les niveaux sont des éléments essentiels à la garantie de ce droit fondamental. La faim est le fait de l'être humain et il est possible d'y mettre fin.

FIAN International se consacre au soutien de six grands axes de luttes :

➤ **LUTTE 1:**

POUR la paix, la justice et l'auto-détermination.

CONTRE la violence dans les systèmes alimentaires, la criminalisation et l'utilisation de l'alimentation comme arme de guerre.

➤ **LUTTE 2:**

POUR la justice de genre, les droits des femmes et les soins dans les systèmes alimentaires.

CONTRE la discrimination, la violence de genre et le patriarcat.

➤ **LUTTE 3:**

POUR une transition juste vers l'agroécologie.

CONTRE la destruction écologique et climatique et la financiarisation de la nature.

➤ **LUTTE 4:**

POUR le droit des peuples à la terre, aux ressources naturelles et au contrôle de leurs territoires.

CONTRE l'inégalité, l'extractivisme et l'accaparement des terres.

➤ **LUTTE 5:**

POUR la justice alimentaire, une alimentation adéquate et la santé des populations.

CONTRE le système alimentaire industriel et corporatif.

➤ **LUTTE 6:**

POUR la liberté d'exploitation, la reddition de comptes par les entreprises et la démocratie alimentaire.

CONTRE l'impunité des entreprises et la mainmise sur la gouvernance.

LUTTE 1:

POUR LA PAIX, LA JUSTICE ET L'AUTO-DÉTERMINATION.

CONTRE LA VIOLENCE DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES, LA CRIMINALISATION ET L'UTILISATION DE L'ALIMENTATION COMME ARME DE GUERRE.

Les personnes qui défendent leur droit à la terre et les droits connexes, comme le droit à la terre, sont généralement confrontées à une répression violente et à la criminalisation. L'injustice structurelle conduit aux conflits armés, l'une des principales causes de la faim dans le monde. Les exemples d'utilisation de la nourriture comme arme de guerre sont légion.

Le RtFN est indissociable des principes de la souveraineté alimentaire et d'autres luttes interconnectées, telles que les luttes pour la justice raciale, climatique, intra et intergénérationnelle, décoloniale et de genre.

FIAN International soutient les personnes et les communautés affectées qui résistent à différentes formes de violence dans les situations de crise, y compris leur capacité à s'organiser de manière autonome, à documenter et à dénoncer les violations et à exiger la reddition de comptes par les bases.

JUSTICE ALIMENTAIRE EN PALESTINE

Le colonialisme de peuplement repose sur le vol de terres. Il implique l'élimination et le déplacement forcé des populations autochtones au profit de colons. Le ciblage délibéré des systèmes alimentaires palestiniens par l'occupation israélienne s'inscrit systématiquement dans cette logique de colonialisme de peuplement, visant à priver la population palestinienne autochtone de sa subsistance, de ses moyens de subsistance et, in fine, de ses terres.

L'Union des comités d'entreprise agricole (UAWC) œuvre pour la souveraineté alimentaire face à l'occupation israélienne et à la dépossession des terres et des ressources naturelles palestiniennes. L'UWAC parle de « souveraineté alimentaire » et non de « sécurité alimentaire » car, si le peuple palestinien jouissait de la souveraineté sur ses terres et ses ressources naturelles, il serait en situation de sécurité alimentaire. L'occupation israélienne et son utilisation de l'alimentation comme arme génocidaire soumettent les 2,3 millions d'habitants de Gaza - dont plus de la moitié sont des enfants - à la famine.

FIAN collabore avec l'UAWC et d'autres organisations et mouvements en Palestine pour défendre le droit à l'alimentation et lutter contre les effets de l'occupation et du génocide sur la souveraineté alimentaire du peuple palestinien. Ce travail consiste notamment à faciliter la participation aux processus de l'ONU et aux espaces de défense des droits humains, et à soutenir les efforts de plaidoyer.



LUTTE 2:

POUR LA JUSTICE DE GENRE, LES DROITS DES FEMMES ET LES SOINS DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES.

CONTRE LA DISCRIMINATION, LA VIOLENCE DE GENRE ET LE PATRIARCAT.

Les structures patriarcales et les relations de pouvoir dans les systèmes alimentaires minent les droits des femmes, des filles, des mineur·e·s et des personnes LGBTIQ+ en matière de RtFN et des droits humains connexes.

Les femmes, les filles et les personnes LGBTIQ+ sont confrontées à de multiples inégalités, violences et oppressions. Bien qu'elles soient surreprésentées dans la production alimentaire, les femmes ont un accès très limité à la terre et sont généralement confrontées à la malnutrition la plus grave. La préparation des aliments est un acte d'amour révolutionnaire, car elle est basée sur l'attention. Notre vision est celle d'un RtFN fondé sur le droit aux soins.

FIAN International travaille avec des alliés dans le monde entier pour construire des modèles alternatifs et décoloniaux de relations, de production, d'échange, de consommation et d'accès à l'alimentation, basés sur le féminisme, la solidarité, l'égalité, l'autonomie, les soins et le respect.

SOINS ALIMENTAIRES EN COLOMBIE

En Colombie, les politiques publiques en matière de soins n'incluent pas la dimension alimentaire, alors que les soins liés à l'alimentation constituent une activité majeure, comme le montrent les statistiques nationales sur le temps qui leur est consacré.

Envisager les soins du point de vue du RtFN implique de reconnaître que ce travail nécessite un traitement digne, une redistribution, une reconnaissance et une représentation à la fois politique et économique.

Les femmes du Kilombo Niara Sharay afrocolombien se sont ralliées à ce programme. Les responsables communautaires veillent à la santé de la communauté par l'alimentation, en prenant soin à la fois du corps des gens, du sol, des rivières, des plantes et des animaux. Les femmes prennent soin des mangroves tout en pêchant et en chantant pour l'harmonie de la terre. En tant que paysannes, pêcheuses et cueilleuses, elles veulent être reconnues pour les soins qu'elles apportent à la nature. Dans le même temps, les personnes qui s'occupent des enfants ont également besoin d'être soutenues. La charge de travail élevée et le manque de reconnaissance de leur travail affectent leur santé.

FIAN Colombie construit collectivement, avec des femmes de différents territoires, le concept et la revendication politique des soins alimentaires à partir de différentes perspectives. L'objectif est de positionner cette revendication dans l'agenda des organisations de la société civile, ainsi que dans le débat public plus large, pour promouvoir des politiques qui intègrent cette approche.



LUTTE 3:

POUR UNE TRANSITION JUSTE VERS L'AGROÉCOLOGIE.

CONTRE LA DESTRUCTION ÉCOLOGIQUE ET CLIMATIQUE ET LA FINANCIARISATION DE LA NATURE.

La sauvegarde du RtFN nécessite une approche holistique, reconnaissant les liens indissociables entre les humains, tous les autres êtres vivants et la planète. L'agriculture est responsable de près de 40 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, de près de 90 % de la déforestation et de 80 % de la perte de biodiversité, dont la majeure partie peut être attribuée à l'agriculture industrielle.

L'agroécologie renforce l'action des petit·e·s producteur·rice·s de denrées alimentaires et leur capacité à agir en tant que gardien·ne·s des écosystèmes et à dissocier la production alimentaire de la dépendance aux combustibles fossiles et de l'extractivisme, par le biais d'initiatives générées par les bases.

FIAN International soutient les groupes et réseaux de base qui plaident pour une transition juste et équitable vers l'agroécologie, y compris les réformes redistributives pour la justice sociale, climatique et de genre qui reconnaissent que les groupes marginalisés sont affectés de manière disproportionnée par les crises environnementales et climatiques.

LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE EN ZAMBIE

La Zambie est confrontée à une sécheresse grave, qui met en péril la survie de millions de personnes.

Elle touche 84 districts et affecte des secteurs aussi essentiels que l'agriculture, l'eau et l'énergie. Avec un million d'hectares de maïs détruits, plus d'un million de ménages ont du mal à se procurer des aliments nutritifs adéquats. En outre, la pénurie d'eau a intensifié les conflits entre les humains et les animaux, ainsi que les risques de maladie, aggravant ainsi l'ensemble des défis auxquels le pays est confronté.

Cette crise a entraîné une faim extrême, la perte de ressources en semences et l'assèchement des puits, ce qui porte atteinte à la dignité humaine et aux moyens de subsistance. Certaines communautés appellent à passer de la dépendance au maïs à des cultures résistantes au climat telles que le sorgho, le millet et le manioc, et plaident pour une transformation des systèmes alimentaires pour protéger le RtFN.

FIAN Zambie interpelle les décideurs politiques et utilise les médias pour relayer ces revendications et pour des stratégies efficaces de réponse aux changements climatiques dévastateurs.



LUTTE 4:

POUR LE DROIT DES PEUPLES À LA TERRE, AUX RESSOURCES NATURELLES ET AU CONTRÔLE DE LEURS TERRITOIRES.

CONTRE L'INÉGALITÉ, L'EXTRACTIVISME ET L'ACCAPAREMENT DES TERRES.

Terres et ressources naturelles sont régulièrement accaparées par des entreprises géantes, souvent soutenues par des États, qui font fi du droit national et international, dépossèdent les communautés, polluent l'environnement et revendiquent la propriété intellectuelle sur les sources d'alimentation, à des fins lucratives.

Une poignée d'entreprises agroalimentaires contrôlent plus de 70 % des terres agricoles du monde, tandis que les petit·e·s exploitant·e·s agricoles, les pêcheur·euse·s, les éleveur·euse·s et les peuples autochtones nourrissent 70 % de la population mondiale avec seulement 10 % des terres agricoles.

FIAN International soutient les communautés qui luttent pour un meilleur contrôle sur les ressources naturelles. Il s'agit notamment de plaider pour une répartition plus équitable des richesses naturelles et pour le respect, la protection et le soutien des modes autonomes de gouvernance et de gestion des territoires par les populations et les communautés, y compris les systèmes coutumiers et collectifs d'occupation et de gestion.



LE DROIT À LA TERRE AUX PHILIPPINES

Aux Philippines, la concentration des terres est cause d'insécurité alimentaire et de malnutrition, bien que le droit des cultivateurs à posséder les terres qu'ils cultivent soit inscrit dans la constitution du pays. Pour les paysans sans terre, il est très difficile de faire respecter ce droit.

Les paysan·ne·s philippin·ne·s sont régulièrement confronté·e·s à de graves violations des droits humains, notamment des assassinats, des expulsions forcées et la criminalisation de leurs activités de plaidoyer en faveur de la redistribution des terres et de la réforme agraire. Le fait que l'État n'assure aucune protection contre ces attaques dissuade de nombreux paysan·ne·s de participer activement à ces luttes.

FIAN International travaille avec KATARUNGAN - un mouvement paysan de base, membre du Réseau mondial pour le RtFN, qui réclame une réforme agraire aux Philippines - afin de faire pression sur le gouvernement et d'internationaliser leur lutte, notamment en portant la question devant les Nations Unies.

LUTTE 5:

POUR LA JUSTICE ALIMENTAIRE, UNE ALIMENTATION ADÉQUATE ET LA SANTÉ DES POPULATIONS.

CONTRE LE SYSTÈME ALIMENTAIRE INDUSTRIEL ET CORPORATIF.

Les entreprises transnationales perturbent les modèles locaux et nationaux de production alimentaire, les marchés et les économies et promeuvent des produits alimentaires malsains et ultra-transformés qui contribuent à l'augmentation des niveaux d'obésité dans le monde. Ces entreprises se positionnent de plus en plus comme des partisans de la charité alimentaire en versant des dons aux banques alimentaires.

Le mouvement pour l'agroécologie et la souveraineté alimentaire cherche à protéger l'eau, la nourriture véritable et les territoires exempts de malbouffe, tout en promouvant des régimes alimentaires diversifiés basés sur des aliments sains et des cultures alimentaires locales. L'accès à une alimentation adéquate est un droit fondamental, la charité telle qu'elle est pratiquée par ces entreprises n'a pas lieu d'exister.

FIAN International plaide pour une transformation radicale du système alimentaire industriel contrôlé par les entreprises, en faveur de systèmes alimentaires territoriaux, fondés sur les droits humains et l'intérêt public, et centrés sur les personnes, non sur les entreprises.

ALIMENTATION ET SOINS EN BELGIQUE

En Belgique, la population a surtout accès à des aliments caloriques et d'origine animale. Ces aliments sont faciles à transformer et à commercialiser et ont réussi à s'imposer au goût des gens.

FIAN Belgique plaide en faveur d'une réglementation visant à réduire la consommation de malbouffe et à soutenir le développement d'une production alimentaire locale, durable et fraîche, privilégiant les fruits et les légumes.

La Sécurité sociale alimentaire (SSA) est une politique spécifique qui pourrait articuler ces deux dimensions. Suivant le principe du système belge de sécurité alimentaire, la SSA propose de créer un pot commun basé sur les contributions de l'État, des entreprises et de la population, redistribué de manière égale entre les citoyens pour acheter des aliments de qualité convenue par le biais d'un panier électronique avec une allocation mensuelle.

Cela contribuerait à garantir les revenus des paysan·ne·s et à renforcer leur part de marché. En tant que système social, il augmenterait le budget alimentaire des ménages à faible revenu et permettrait à chacun·e d'accéder à une alimentation saine, savoureuse, locale et durable.



LUTTE 6:

POUR LA LIBERTÉ D'EXPLOITATION, LA REDDITION DE COMPTES PAR LES ENTREPRISES ET LA DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE.

CONTRE L'IMPUNITÉ DES ENTREPRISES ET LA MAINMISE SUR LA GOUVERNANCE.

Les gouvernements ont renoncé à exercer leur pouvoir, l'autorité formelle dont ils sont investis, de définir les limites des pratiques commerciales transnationales associées à la concentration des terres et à la dépossession territoriale, à la détérioration de la qualité des denrées alimentaires et au comportement erratique des marchés internationaux. Aux côtés des institutions financières et multilatérales mondiales, les entreprises transnationales monopolisent de plus en plus les espaces publics de la gouvernance alimentaire.

FIAN international s'emploie activement à dénoncer ces pratiques et à plaider en faveur de mécanismes solides et contraignants pour réglementer les activités des sociétés transnationales, garantir l'accès à la justice pour les personnes affectées et pousser les États à respecter leurs obligations extraterritoriales dans le contexte des activités commerciales.



AMENER LES ENTREPRISES À RENDRE DES COMPTES

Les grandes entreprises sont responsables de nombreuses violations du RtFN et répondent rarement de leurs actes, car il existe peu de mécanismes juridiques efficaces pour les rendre légalement responsables, qu'il s'agisse de violations des droits humains comme des atteintes à l'environnement, en particulier dans les contextes transnationaux.

FIAN International fait pression sur les États pour qu'ils exercent leur pouvoir de réglementation sur les entreprises, qu'ils corrigent les déséquilibres de pouvoir et qu'ils développent des instruments de responsabilisation des entreprises et qui assurent la prévention, l'accès à la justice et la réparation pour les communautés affectées. FIAN participe notamment aux négociations des Nations Unies en vue d'un traité contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises en matière de droits humains, ainsi qu'à l'élaboration de lois nationales permettant d'amener des entreprises à rendre des comptes. FIAN mène également des recherches et dénonce l'écoblanchiment des entreprises, leur mainmise et notamment leur influence indue dans la prise de décision publique, et leurs efforts visant à enraciner un multilatéralisme non démocratique.

Octobre 2024




FIAN
INTERNATIONAL

FIAN INTERNATIONAL
WILLY-BRANDT-PLATZ 5,
69115 HEIDELBERG, GERMANY

 www.fian.org

 @FIANista

 @fianinternational

 FIAN International